

**COMITÉ**  
**Pour la Reprise des Relations Internationales**  
*33, Rue de la Grange-aux-Belles, Paris*



# **Le Socialisme et la Guerre**



*(Manuscrit)*

Février 1917

« Le véritable auteur de la guerre  
n'est pas celui qui la déclare, mais  
celui qui la rend nécessaire. »

MONTESQUIEU.

« Nous sommes pauvres avec les  
richesses et le commerce de tout  
l'univers ; et bientôt, à force d'avoir  
des soldats, nous n'aurons plus que  
des soldats, et nous serons comme  
des Tartares. »

MONTESQUIEU, *Esprit des  
Lois*, livre XIII, chap. XVII.

## PRÉAMBULE

---

*Nous publions le discours que le camarade Rapoport se proposait de prononcer au Congrès National qui s'est tenu à Paris, à l'Hôtel Moderne, en décembre 1916.*

*La partie concernant la défense nationale a été lue, à la tribune du Congrès, par le camarade Lorient.*

*Les camarades de la minorité qui ont supprimé le nom de l'auteur de ce discours, régulièrement inscrit sur la liste des orateurs, regretteront certainement leur acte d'intolérance à la lecture de ce discours.*

LE COMITÉ.

---



# Le Socialisme et la Guerre

CAMARADES,

J'envie presque ceux qui peuvent se promener avec sérénité aux bords des abîmes, sans avoir l'air de voir ni d'entendre.

Ce sont ces optimistes de malheur qui affirment : tout va bien dans le meilleur des partis socialistes. Nous avons rempli tout notre devoir : Avant la guerre, nous avons combattu la guerre avec toute l'énergie nécessaire, jusqu'à réclamer la grève générale et l'insurrection devant l'ennemi ; pendant la guerre, nous avons défendu le pays jusqu'au bout, en sacrifiant, sans hésiter la solidarité internationale à la solidarité nationale ; au nom de la patrie à défendre par les armes, nous avons tendu la main à nos ennemis de classe et tourné le dos à nos camarades et à nos amis d'hier. En agissant ainsi, disent les majoritaires d'ici et d'ailleurs, nous n'avons en rien renié notre glorieux passé, car la défense nationale était inscrite au programme de la seconde internationale. Donc, nous avons accompli notre devoir et rien que notre devoir. Nous sommes même arrivés en France à démontrer, en pleine guerre, notre capacité gouvernementale...

Quelle est cependant la réalité ?

J'essaierai d'examiner sans parti pris, sans haine personnelle, objectivement et scientifiquement, et le plus brièvement possible, sans répondre à aucune interruption d'ordre personnel, sans me laisser troubler par elles et sans appuyer sur des faits particuliers qui sont dans la mémoire de tous, j'essaierai, dis-je, de confronter nos attitudes et nos conceptions, avant et pendant la guerre, sur trois points seulement : 1° Sur notre appréciation de la guerre ; 2° sur notre action pendant la guerre ; 3° sur les conséquences de la guerre.

Quelle était avant la guerre notre appréciation politique et sociale de la guerre ?

Dans tous les Congrès nationaux et internationaux, sans exception, nous avons déclaré que la guerre est le produit inévitable des antagonismes économiques et nationaux, qui dureront autant que durera le régime capitaliste, régime de guerre de classe à classe et de nation à nation. Cela ne voulait pas dire qu'il n'y avait pas de guerre avant le régime capitaliste. Cela signifiait seulement que les guerres capitalistes ont un caractère spécial. Et nous avons désigné ce caractère spécial par un nom spécial : *l'impérialisme*. Ce mot n'est même pas d'invention socialiste. C'est dans la patrie du capitalisme moderne, c'est dans la patrie même de l'impérialisme, — en Angleterre ! — que ce mot a été forgé. Ce mot n'est pas *made in Germany*. Ce mot est *made in England* !

Pour ne pas vous accabler de citations qui pour-

raient être par trop nombreuses, je ne citerai qu'un seul Congrès, celui de Stuttgart de 1907, confirmé solennellement par le Congrès de Bâle de 1913.

Quatre résolutions ont été proposées à la première Commission du Congrès, celle *du militarisme et des conflits internationaux*. Ce furent la résolution Hervé, la résolution Guesde, la résolution Vaillant-Jaurès, enfin la résolution Bebel.

Comme vous savez, toutes ces résolutions diffèrent entre elles, se distinguent du tout au tout. Pour les caractériser par leurs extrêmes, nous dirons : d'un côté, l'insurrection devant l'ennemi ; de l'autre, l'action exclusivement pacifique, soit parlementaire, soit extraparlémentaire. Mais, malgré les abîmes qui séparent les quatre résolutions proposées, elles ont toutes un fond commun.

D'Hervé à Bebel, en passant par Guesde, Vaillant et Jaurès, elles rendent toutes le régime capitaliste responsable — et seul responsable ! — de la guerre moderne.

Hervé affirme que, — je cite textuellement — « peu importe aux prolétaires l'étiquette nationale et gouvernementale des capitalistes qui les exploitent ». Jules Guesde considère — et je cite littéralement — « que le militarisme, ainsi que l'ont reconnu tous les congrès internationaux, est l'effet naturel et nécessaire du régime capitaliste, basé sur l'antagonisme des intérêts et des classes et qu'il ne saurait disparaître qu'avec sa cause

même, le régime capitaliste ». Jaurès et Vaillant déclarent : « le militarisme et l'impérialisme ne sont autre chose que l'armement organisé de l'Etat pour le maintien de la classe ouvrière sous le joug économique et politique de la classe capitaliste ». Enfin, la résolution Bebel formule la même pensée de la façon suivante : « Les guerres entre les Etats, basés sur l'ordre économique capitaliste, sont généralement des conséquences de leur concurrence rivale sur le marché mondial, car chaque Etat ne tend pas seulement à assurer l'usage de ses débouchés, mais encore à en acquérir de nouveaux, politique dans laquelle l'asservissement de peuples étrangers et la confiscation de leurs terres jouent un rôle principal. » (Je cite toutes les résolutions selon le compte rendu officiel, publié en 1908 par le Secrétariat du B. S. I., à Bruxelles.)

Nous sommes loin ici de la « faute à la mobilisation russe » (affirmation des majoritaires allemands), de la « faute au militarisme prussien » (affirmation des majoritaires français et des socialistes patriotes russes), de la « faute au panserbisme » (affirmation des socialistes nationalistes autrichiens).

L'unité de la conception socialiste en matière de conflits internationaux était plus réelle et plus solide avant la guerre — ceci en passant — que l'unité de certains fronts pendant la guerre. Cela veut-il dire que nous méconnaissions la portée et la force des causes immédiates de la guerre ? Non,

et non. Mais avant la guerre nous les avons toujours considérées comme secondaires, c'est-à-dire non décisives. Nous avons mis toute notre gloire, comme parti socialiste, à être le parti des causes générales et profondes, contre lesquelles le socialisme seul présentait un remède général, efficace et définitif. Nous avons laissé aux partis bourgeois le monopole de voltiger, selon les caprices du jour et les intérêts du moment, sur la surface des choses. Eux, c'était la myopie ; nous, c'était la clairvoyance.

Je demande la permission au camarade Maurin de ne pas être pleinement d'accord avec lui et ses amis, lorsqu'ils déclarent toute recherche des causes immédiates « stérile ». La question est seulement où et quand commence la période des causes immédiates. La courte période qui va du 28 juin au 4 août 1914, de la date de l'attentat de Serajewo à celle de l'invasion de la Belgique ; du 23 juillet au 4 août 1914, de la date de l'ultimatum à la Serbie au commencement des hostilités déclarées entre la France et l'Allemagne, en d'autres termes, ce qu'on peut appeler le mois et la semaine tragiques — toutes ces dates ne marquent que la phase des occasions et des prétextes de guerre. Pour connaître les causes immédiates de la guerre, il faut remonter un peu plus loin, sans remonter pour cela au déluge. Il faut, ainsi que l'ont fait nos regrettés maîtres en politique internationale, Pressensé et Jaurès, remonter à l'expédition ma-

rocaine, aux traités secrets de M. Delcassé, aux accords également secrets avec l'Angleterre, à la pratique indigne pour la France de l'alliance franco-russe, aux intrigues diplomatiques autour de la Conférence d'Algésiras, aux nombreuses violations de ce traité, à la politique de l'encerclement, de la mégalomanie delcassiste, dénoncée par les mêmes Presensé et Jaurès, au réveil du nationalisme militant depuis que M. Combes a été poignardé par un des hommes les plus néfastes pour la France, M. Millerand ; enfin, à l'exploitation cynique, par la réaction, de notre revendication généreuse et juste de la R. P., aboutissant à l'élection que vous savez. Et j'en passe.

Je pourrais faire une énumération analogue des causes immédiates et pour l'Allemagne, et pour la Russie.

En Allemagne, c'est le développement économique prodigieux des dernières années, c'est la prédominance de l'industrie métallurgique, alliée de la haute banque, c'est la peur de la marée montante du socialisme, le développement d'une puissante marine, menaçant l'hégémonie mondiale anglaise.

En Russie, c'est, en dernier lieu, la défaite de la révolution de 1905, l'avènement au pouvoir des Cents noirs et du panslavisme auquel adhère, sous une forme à peine mitigée, le parti du libéral Milioukoff. Si nous faisons ainsi le tour des belligérants, nous verrons combien superficiels — et

scandaleusement superficiels — sont nos diplomates improvisés de la dernière heure, nos diplomates de parti qui croient qu'il suffit de quelques brochures multicolores où les diplomates de carrière, avec un art qui leur est habituel, exposent leurs plaidoyers *pro domo*, pour connaître à fond les véritables moteurs immédiats de la politique mondiale.

Avant la guerre, les Pressensé et les Jaurès pensaient pour nous. Maintenant, c'est la littérature officielle et nationaliste qui fait autorité dans le Parti. Avant la guerre, c'était la doctrine socialiste internationale qui dirigeait nos études des causes de la guerre. Pendant la guerre, ce sont les pires préjugés nationaux, l'égoïsme national, soi-disant sacré, qui nous guide.

Voilà la différence fondamentale entre ce qui était avant la guerre et ce qui existe pendant la guerre en ce qui concerne le premier point : l'origine de la guerre.

On a souvent comparé l'Europe armée jusqu'aux dents à une poudrière. Mais on a oublié — et pour cause ! — d'ajouter qu'autour de cette poudrière rôdaient les gouvernants, tous, sans exception, munis de torches gigantesques. Et il a suffi d'un souffle de vent un peu fort pour allumer l'incendie et faire sauter la poudrière.

Cela est naturel. Mais ce qui l'est moins, c'est que les socialistes qui, eux, avant la guerre n'étaient pas porteurs de torches incendiaires, per-

mettent qu'on souffle sur leurs modestes lumières socialistes en laissant commettre ainsi une sorte de suicide au plus grand mouvement que l'histoire ait connu.

Je passe au second point, à l'action pratique du socialisme pendant la guerre. Elle se rattache étroitement à la nouvelle conception du Parti sur les origines de la guerre : La théorie du premier agresseur. Cette théorie joue dans la nouvelle conception, dans la nouvelle méthode de comprendre et de situer la guerre, le même rôle — et avec, hélas ! la même solidité de base — que la théorie du premier occupant joue dans la justification bourgeoise de la propriété privée, de la propriété capitaliste. Je ne trouve aucune trace dans nos manifestations collectives et solennelles du Parti de cette théorie du premier agresseur, qui est en contradiction complète et flagrante avec la complexité et l'enchevêtrement de la politique mondiale actuelle. En vain je la cherche dans les résolutions décisives de Stuttgart et de Bâle. En effet, si cette théorie du premier agresseur avait un caractère socialiste et obligatoire, pourquoi dans le dernier alinéa de la résolution de Stuttgart qui dit : « si la guerre éclate néanmoins, il faut tout faire pour la faire cesser le plus promptement possible », je vous demande, pourquoi les auteurs de cette résolution, qui étaient pourtant des hommes, comme Jaurès, Bebel et Guesde, n'ont pas dit : « si la guerre éclate néanmoins, il faut avant tout

établir le premier agresseur, et agir en conséquence ? »

Je ne dis pas qu'il n'y ait pas d'affirmations individuelles dans ce sens, mais je défie quiconque d'en trouver trace dans les déclarations collectives, seules obligatoires pour notre action collective. Mais voulez-vous savoir pourquoi cette théorie du premier agresseur, dont nous avons parlé si peu avant la guerre, est devenue la tarte à la crème pendant la guerre pour nos guerriers socialistes ? En voici la raison très simple. Il fallait, coûte que coûte, justifier la volte-face dans notre attitude du vote des crédits militaires, formellement interdit par nos congrès nationaux et internationaux. C'est alors que la fraction du Reichstag a découvert le premier agresseur dans le tsarisme, mobilisant *officiellement* dans la nuit du 30 au 31 juillet — bien que tout le monde sût parfaitement que *partout* la mobilisation réelle avait commencé longtemps avant. C'est alors aussi que notre fraction parlementaire a mis en avant le militarisme prussien, comme premier agresseur. Et on a voté le même jour et presque à la même heure, le 4 août, le jour à tout jamais maudit au Reichstag, ainsi qu'au Parlement français, pour la première fois depuis la seconde Internationale, les crédits militaires, c'est-à-dire la participation du socialisme organisé au carnage mondial, la participation et la co-responsabilité dans l'horrible destruction des peuples par eux-mêmes. C'était le

vote de la déchéance morale et politique de l'Internationale ! C'était notre chute. C'était une nouvelle ère qui commençait pour le socialisme. C'est le cataclysme socialiste faisant pendant au cataclysme mondial. Car cette participation politique et volontaire à la guerre a rendu possibles et inévitables toutes les déchéances ultérieures : la suppression de la République et de la démocratie par l'état de siège et la censure votée sans discussion par le groupe socialiste unanime ; l'effacement du Parlement devant la clique des politiciens de la Fédération des gauches, avec leur président et avec leur dictature militaire toute puissante contre le soi-disant ennemi intérieur, et impuissante contre l'ennemi extérieur ; l'absence de contrôle du Parlement, traité en paria ; la participation des ministres socialistes au Gouvernement, dont la réaction politique et militaire était la maîtresse ; la proposition de Sembat de nommer Varenne censeur au nom du Parti ; l'attitude quasi passive envers de véritables orgies d'arbitraire, envers les infamies des camps de concentration, envers la propagande cléricale, les expulsions, les emprisonnements, suppressions de journaux, suppression des libertés de grève, de réunion, de la parole et de la presse. Je n'en finirais pas si je voulais énumérer tout ce que nous avons commis, tout ce que nous avons toléré et subi pendant la guerre. Je rappellerai seulement, pour finir sur ce point, le mot du grand tribun socialiste qui reste

toujours vrai : Livrer la liberté, c'est livrer la patrie !

Mais la faute des fautes, le crime des crimes, c'était la guerre déclarée, par suite de cette conception du premier agresseur, à l'ensemble du prolétariat allemand, à l'ensemble du Parti socialiste allemand et sa conséquence fatale : la rupture des relations internationales. On a brisé notre meilleure arme de paix : l'Internationale, le garde-fou du monde capitaliste. On a fourni ainsi des armes à tous les Laskine et les sous-Laskine de la presse immonde dont le compte formidable sera un jour réglé par le peuple revenu à lui-même.

On a fait semblant d'oublier que la social démocratie avait toujours déclaré qu'elle était l'adversaire de l'opposition violente à la guerre, que — circonstance à retenir ! — le vote des crédits militaires au Reichstag avait été précédé d'une lutte violente au sein de la fraction, tandis que chez nous il a passé comme une lettre à la poste — en temps de paix bien entendu. Au lieu d'être les critiques impitoyables et désintéressés de notre classe dominante, de nos consuls gouvernementaux, nous nous sommes faits — qui aurait pu le croire avant la guerre ? — les insulteurs de nos frères de misère de l'autre côté de la frontière.

Nous avons écouté avec complaisance toutes les sottises, toutes les calomnies qui se débitaient contre la social démocratie allemande et qu'avant la guerre nous repoussions du pied. Nos majori-

taires ont applaudi aux paroles incroyables disant que le peuple allemand tout entier est privé de l'esprit civique et politique, en ignorant que le génie de l'organisation, que personne à présent ne contestera aux Allemands, est l'esprit politique par excellence. Nous avons oublié leur lutte admirable pour le suffrage universel au Landstag, revendication politique s'il en fût. Nous avons oublié que les grands syndicats allemands avaient été les premiers à participer à l'action politique et à adhérer au Parti socialiste, parti à la fois économique et politique, à l'époque même où les puissantes trades-unions anglaises se traînaient encoré à la remorque de deux grands partis bourgeois, se mettant à la disposition du plus offrant, et que certains chefs de la C. G. T. française, avant de tomber dans le gouvernementalisme le plus vulgaire, vitupéraient sans cesse et contre l'action politique du Parti socialiste, et contre le Parlement, garantie des libertés publiques s'il ne se trahit pas lui-même. On a oublié tout cela et bien d'autres choses. Et vous devez déjà sentir les difficultés que vous éprouverez vous-mêmes pour remonter le courant de la haine contre la social-démocratie et le peuple allemand, que vous avez contribué à former — avec une légèreté et un sentiment d'irresponsabilité inconcevables. Les polémiques de Bracke contre le sous-Laskine de l'*Echo de Paris*, n'en sont que les premiers indices.

Mais, dira-t-on, tout ce qu'on fait les dirigeants et les élus du Parti, c'est pour la défense nationale et contre le militarisme prussien et, enfin, pour l'organisation solide de la paix future, pour la société des nations.

Je discuterai, en quelques mots, ces trois problèmes : la défense nationale, la lutte contre le militarisme prussien, la société des nations.

Nous ne sommes pas des adversaires de la défense de la nation par la nation elle-même. Mais nous déclarons que notre défense de la nation, ainsi que notre patriotisme, n'ont rien de commun avec la défense nationale des gouvernements et des classes dominantes.

La défense nationale des classes dominantes, c'est la destruction de la nation, de toutes les nations. La guerre actuelle l'a prouvé. Elle est non seulement un *désastre* mondial, mais aussi une *leçon* mondiale, une leçon formidable pour tous les partis, pour toutes les nations. La seconde Internationale en acceptant *a priori* et sans discuter le fond du problème, sans faire les distinctions nécessaires, la nécessité de la soi-disant défense nationale, a dû fatalement aboutir à une confusion dont ont profité, pendant cette guerre, tous les éléments de la droite et du centre socialiste. Nous aussi, nous avons appris quelque chose de l'horrible guerre. Nous aussi, nous voulons profiter de la guerre et cela non pour effectuer un recul vers je ne sais quel socialisme national, cari-

cature du vrai socialisme, mais pour aller en avant, vers le socialisme vraiment international, vers le socialisme vraiment socialiste. Je m'explique.

Pour qu'il y ait défense nationale dans le sens socialiste, il faut que quatre conditions soient remplies :

1° Il faut qu'il y ait une nation véritable, une solidarité nationale réelle. Or, le déchirement des nations capitalistes en classes antagonistes fait que ce qui sépare les classes d'une nation est infiniment supérieur et plus vital que ce qui les uni : les conditions même d'existence et de vie. La propriété monopole et la domination politique des classes privilégiées condamnent l'immense majorité de toutes les nations des pays capitalistes à une existence humiliée et dépendante, à une existence sans lumière ni joie, à une existence de demi-esclavage. Tant que ces conditions domineront la vie des nations, tout appel à la défense nationale est un appel à la défense du régime existant, régime d'esclavage plus ou moins déguisé, imposé à la véritable nation, à celle qui travaille et produit, pour les autres, les richesses dites nationales.

Seconde condition : Il faut que la politique extérieure de la nation soit étrangère à tout esprit de conquête coloniale et impérialiste, exempte de toute haine contre les autres nations, de toute rivalité économique, source inépuisable de guerres.

Tant que les Etats actuels se laisseront guider par le désir de chacun de monopoliser à son profit exclusif le marché mondial et de confisquer les parties non encore occupées du globe ou à effectuer un nouveau partage de continents, tout appel à la défense nationale est un appel à la défense de l'hégémonie d'un Etat au préjudice d'un autre Etat. Toutes les guerres modernes sont des guerres d'hégémonie et de domination. La participation politique, morale et intellectuelle, dans cette sorte de guerres, est une véritable complicité dans la lutte pour l'hégémonie des Etats capitalistes.

Troisième condition : Pour qu'il y ait défense nationale dans le sens socialiste, il faut la disparition préalable des flibustiers et des mégalomanes de la diplomatie secrète, la disparition préalable des castes militaires, du militarisme professionnel, du chauvinisme fanfaron et incapable, du nationalisme haineux et barbare, du patriotisme d'affaires et de profit. Il faut, en tout cas, que ces éléments antisociaux et, au fond, antinationaux, ne soient pas des facteurs décisifs et déterminants de la politique extérieure des nations, comme ils le sont, en réalité, à l'heure actuelle, dans tous les Etats plus ou moins capitalistes.

Quatrième et dernière condition : Pour qu'il y ait défense nationale dans le sens socialiste, il faut que la déclaration et la conduite de la guerre dépendent exclusivement de la nation elle-même, libérée du joug d'une presse de mensonge, délibé-

rant directement par tous ses éléments sur ses intérêts vitaux, en pleine clarté, en pleine liberté, en pleine connaissance des causes du conflit, des forces et des moyens du pays, des risques et des pertes de la guerre, en un mot en pleine connaissance de toutes les origines et de toutes les conséquences du conflit.

Tant que ces conditions ne seront pas réalisées, la défense nationale servira d'éternel prétexte aux gouvernants pour préparer, en toute sécurité, des conflits internationaux et pour placer les nations, à l'heure choisie par eux, devant des faits accomplis et devant des alternatives tragiques en leur disant : défendez-vous, ou disparaissez !

Comme socialistes, comme internationalistes, comme démocrates, nous ne voulons ni ne pouvons être dupes de la politique extérieure des classes dominantes qui est une politique de rapine et de mensonge tandis que la politique extérieure du socialisme doit être faite de solidarité et de vérité !

Il ne faut pas, en outre, oublier que les guerres modernes ne sont pas seulement des guerres de conquête et de domination, mais aussi qu'elles sont des guerres de destruction, d'anéantissement. Avec 4 ou 5 régiments, la Rome impériale a conquis la Grèce antique ; avec 25.000 à 30.000 hommes, Bonaparte a conquis l'Italie ; avec 200.000 hommes, Napoléon est parti pour la conquête de l'Europe ; avec une centaine de mille de victimes, l'Allema-

gne de 1870 a fait son unité et conquis l'Alsace-Lorraine. Tandis que la guerre atroce de 1914, qui dure depuis deux ans et demi, a déjà fait plus de 20 millions de victimes et menace les nations les plus civilisées, la France en tête, de ruine et de disparition. On ne défend pas une nation en en faisant assassiner tous les nationaux. La défense nationale des classes dominantes est un sanglant mensonge dont nous ne saurions accepter, au risque de suicide politique et moral, la responsabilité et la coopération volontaire.

Tant que nous serons une faible minorité dans la société actuelle, nous subirons malgré nous la guerre, l'assassinat en masse, comme nous subissons malgré nous le régime capitaliste qui est un assassinat à petit feu de la classe ouvrière. Mais nous ne cesserons pas de la combattre, comme une folie et un crime sans nom, par tous les moyens à notre disposition. La guerre et le socialisme restent des ennemis implacables : Ceci tuera cela.

Mais vous aussi, camarades de la majorité, vous avez votre moyen de tuer la guerre, la lutte contre le militarisme prussien, le militarisme le plus fort et le plus redoutable. Permettez-moi, camarades de la majorité, d'exprimer mon étonnement. Comment se fait-il qu'aucune section de l'Internationale, aucun membre influent de l'Internationale, soit des empires centraux, soit même des pays alliés, n'ait eu garde de nous prévenir, *avant la*

*guerre*, de la nécessité de combattre avant tout, et tout particulièrement, le militarisme prussien ? Est-ce, par hasard, que nous étions, comme le dit le renégat de la Maison Rouge, des prisonniers aveugles de la social démocratie prussianisée ? Vous savez que cela n'est pas vrai. Nous aurions repoussé, avant la guerre, toute lutte spéciale contre un militarisme spécial comme une tactique de diversion évidente, comme un moyen de salut pour les autres militarismes. Et cela par les mêmes raisons que nous avons toujours repoussé du pied toute lutte spéciale contre le capitalisme juif qui, lui aussi, peut avoir ses dangers particuliers. Nous avons en face de l'antisémitisme, ce socialisme des imbéciles et des inconscients, demandé, par l'organe puissant de Jaurès, au Parlement, « l'article additionnel », c'est-à-dire comme réponse à la demande de confiscation des biens de M. Rothschild, nous en avons réclamé l'extension aux capitaux non circoncis. Car nous voulons la lutte contre le capitalisme tout court, et non contre tel ou tel capitalisme, à la grande joie de ses confrères en exploitation.

Pendant une longue période, le capitalisme anglais, qui a servi de champ d'étude à l'auteur *du Capital*, était le plus redoutable. Est-ce que Marx, ou un autre, a demandé une lutte spéciale contre le capitalisme anglais ?

En déclarant la guerre au militarisme prussien, nous sommes tombés tout simplement dans le

piège impérialiste, qui s'est servi de notre antimilitarisme d'avant guerre pour renforcer son militarisme de guerre, pour glorifier la guerre, pour la faire durer indéfiniment au nom de la paix durable à établir. Notre idéalisme est devenu une arme empoisonnée de guerre, de guerre à outrance, sans issue ni autre résultat que la destruction de tous par tous. Je préfère le matérialisme clairvoyant, qui ne se trompe pas sur les motifs réels de la guerre ni ne trompe personne, à cet idéalisme officiel au service des chancelleries et des officines de guerre. « Oui, a écrit un jour, *l'Echo de Paris*, le moniteur de l'innocent et virginal militarisme français, oui, la guerre à la guerre, *mais par la guerre !* » Ces fervents de la guerre éternelle et ces mécréants de la paix acceptent le Dieu du socialisme à la condition qu'il soit la bonne à tout faire du diable de la guerre, cher à nos militarites nationaux.

Mais, dira-t-on, nous avons accepté la guerre avec toutes ses horribles conséquences, en vue d'établir la société des nations.

Je me sens un peu humilié, je l'avoue, d'être obligé de discuter cette question de mots dans ce pays qui fut, par Saint-Simon, Augustin Thierry et Aug. Comte, le berceau de la méthode scientifique du socialisme réaliste, développé jusqu'à ses dernières conséquences par Karl Marx, et soixante-dix ans après la publication du Manifeste des Communistes. Les partisans de la clause de la

Société des Nations ne savent donc pas que les mots ne sont rien en face des réalités, que ces mots ne coûtent rien aux diplomates et aux hommes d'Etat lorsqu'il s'agit d'en embellir la réalité par trop triste. Les prôneurs de la Société des Nations ne savent donc pas que tout traité de paix contient la clause de la paix perpétuelle entre les signataires du traité, ce qui n'a jamais empêché aucune déclaration de guerre. Lisez donc les comptes rendus officiels des Conférences de La Haye, vous y trouverez toutes les belles choses que vous réclamez, solennellement affirmées et proclamées par des représentants officiels des gouvernements. Vous y trouverez même une circulaire très intéressante de M. Mourawieff, ministre des affaires étrangères du tsar, à la date du 24 août 1898. Je la recommande aux majoritaires. Ils y trouveront un exposé des causes générales de la guerre actuelle — pressentie par le ministre du tsar, déjà en 1898 — que *l'Humanité*, elle-même, n'oserait pas publier aujourd'hui *in extenso*, ou serait empêchée par la censure de M. Briand, collègue de notre camarade Albert Thomas. Je ne vous le cite pas, pour ne pas prolonger le débat et pour que vous ne preniez pas M. Mouraviéff, ministre du tsar, pour un marxiste authentique...

Dans notre socialisme verbal de guerre, nous sommes parvenus un jour à nous accrocher aux phrases équivoques de M. Briand pour voir en lui un précurseur de la Société des Nations. Et il nous

est arrivé ce malheur, de constater qu'un jour — ou une nuit — M. Bethmann-Hollweg a failli voler impudemment au chef des majoritaires sa Société des Nations.

Je passe au dernier point : les conséquences de la guerre. Dans notre lutte contre la guerre, nous avons toujours dit aux classes dominantes et à leurs gouvernements : Prenez garde ! En déchaînant la guerre, vous risquez de déchaîner immédiatement ou à une date ultérieure la révolution. Cela n'était pas une menace vaine ou une fanfaronnade indigne d'un grand parti comme le nôtre. Cette simple constatation découlait tout naturellement de notre conception de la responsabilité de la guerre attribuée aux classes dominantes et dirigeantes et à leur régime. Et cela était juste. Imaginez-vous un seul instant que ce soient nous, socialistes et internationalistes, les maîtres de la société, disposant d'elle comme de notre chose. Si c'était sous notre domination qu'un carnage horrible, comme le carnage actuel, avait éclaté, est-ce que, dans cette hypothèse du socialisme dominant, les partisans de l'ancien régime capitaliste ne nous auraient pas dit, avec toute l'énergie nécessaire : « Voilà où mène votre régime socialiste ! » Et nous n'aurons pas le droit de dire aux maîtres absolus de la société actuelle : « Voilà où mène votre régime capitaliste, régime de guerre et d'anarchie illimitée ! »

Cette utilisation de la guerre avait été prévue par la résolution de Stuttgart, tant de fois citée.

Mais vous, majoritaires, vous avez rendu cette utilisation impossible ou difficile en répétant depuis deux ans et demi : la faute est au militarisme prussien, au lieu de dire : la faute est à la société capitaliste. Au lieu d'être les seuls bénéficiaires de la guerre — dans le sens social et politique du mot — vous en êtes les victimes. En faisant endosser aux nations, à votre classe — en Allemagne comme en France — la responsabilité, la participation volontaire dans la guerre, vous êtes arrivés à la nationalisation ou à la socialisation de la guerre, au lieu d'aboutir, plus ou moins rapidement, à la nationalisation ou à la socialisation de la propriété qui, avant la guerre, était ou devait être l'objet principal de nos luttes, en dehors de toute question de tendance et de méthode.

Il y a autre chose. Avant la guerre nous avons prévu cette éventualité terrible, qu'au moment du péril suprême pour la société actuelle, celle-ci jouerait son va-tout, sa partie finale en jetant dans une lutte acharnée le prolétariat international contre lui-même. Et nous nous sommes juré de lui faire payer cher cette aventure sanglante, pis encore, cette humiliation suprême pour le prolétariat socialiste. Or, les classes dominantes et leurs gouvernants ont engagé cette aventure. Et qu'est-il arrivé ? Le but des classes dominantes est atteint pour le moment. Non contents de nous massacrer mutuellement, prolétaires français, prolétaires allemands, prolétaires russes, prolétaires anglais, prolétaires italiens, prolétaires belges,

prolétaires serbes, prolétaires bulgares, prolétaires de toutes les nations belligérantes, non contents de ce massacre international, les deux plus grandes sections de l'Internationale, crient de toute la force de leurs poumons : Continuons ! Jusqu'au bout ! Jusqu'au dernier prolétaire ! Jusqu'au dernier sou ! Et l'on s'insulte ! Et l'on se calomnie ! Et l'on refuse de se tendre la main. Pis encore. On se jette avec effusion dans les bras des massacreurs de son propre pays. Et l'on crie : Paix aux capitalistes et guerre aux prolétaires ! Quel est le Congrès international, je vous le demande, qui a prévu cette fin macabre et honteuse de la seconde Internationale ? Et voici la suprême expression de cette contradiction tragique. En juillet 1914, un de nos plus éminents militants montait à la tribune du Congrès de la Seine contre la guerre pour réclamer la grève générale simultanée. Aujourd'hui il est ministre à côté de celui que Jaurès appela un jour le Morny de la grève générale. Il est là pour répondre efficacement au sinistre refrain : des canons ! des munitions ! — contre les nations qui s'égorgent et qui se ruinent pour préparer des lendemains encore plus sinistres, encore plus tragiques — si on laisse debout le régime de massacres chroniques pour continuer son œuvre néfaste.

Voilà où mène la tactique nouvelle d'abdication.

Et ce n'est pas assez !

Grâce à l'abdication socialiste, les partis les

plus avancés de la démocratie bourgeoise, en voyant l'avant-garde socialiste fléchir, se sont cru tout permis. Et ils sont tombés encore plus bas qu'avant la guerre. Et les partis de la réaction de renchérir et de crier aux socialistes : « pas assez nationalistes, messieurs les socialistes ! » Il faut que vous fassiez table rase de tout votre passé. La moindre allusion à la paix socialiste, à la solidarité internationale, voit se dresser les *bravi* du *Temps* et des autres *Débats* pour dénoncer les socialistes comme traîtres — non au socialisme, mais à l'Union sacrée avec la bourgeoisie, avec toutes les bourgeoisies. Jamais la République ne s'est trouvée en face d'un aussi grand danger qu'aujourd'hui, non pas qu'elle soit menacée d'un coup d'Etat brutal, mais parce qu'elle est gouvernée par des hommes qui ont pour mission de *vider* la République de tout contenu républicain ! Et parce que son armature la plus solide — le Parti socialiste — s'est laissé entamer et compromettre dans la bagarre sanglante. Quand la classe ouvrière et le Parti socialiste sont faibles, la République est en danger de mort ! Vous connaissez l'histoire. Et vous savez que cela est rigoureusement exact.

En résumé, notre tactique d'abdication nous a privés des fruits de la guerre, au moins momentanément.

Avant de terminer, je voudrais envisager quelques points lumineux de la crise actuelle, nos chances d'avenir socialiste.

Le Parti socialiste est en train de se ressaisir en

Allemagne, comme en France ; en Allemagne plus qu'en France. Si le socialisme a souffert de la guerre, comme le peuple travailleur des villes et des campagnes lui-même, il y a cependant à côté de lui trois illustres victimes de la guerre mondiale : le nationalisme, le réformisme et la participation des socialistes au pouvoir bourgeois. Quand les peuples seront revenus à eux-mêmes, quand ils réfléchiront sur les causes vraiment immédiates de la guerre, ils acquerront la conviction que la barbarie nationaliste portée sur son visage flétri les stigmates du cercle rouge de la guerre.

Ils poursuivront ces éternels excitateurs de carnage jusque dans leurs tanières, jusqu'à leurs maisons rouges. Le capitalisme nationaliste sera frappé à mort par ses contradictions inextricables et par ses difficultés insolubles. Des coalitions, des blocs ennemis — Etats des empires centraux et Etats d'entente — se heurteront les uns contre les autres et se blesseront à mort dans une lutte économique sans issue. Car l'impérialisme ou le capitalisme national est une sorte de collectivisme des voleurs disant : tout ce qui est mien est à moi, et tout ce qui est tien est à moi aussi. Et de ce collectivisme capitaliste il n'y aura d'autre issue, d'autre porte de sortie que le collectivisme prolétarien et humain, la renaissance de la véritable Internationale.

Quant au réformisme, il était déjà malade avant la guerre. Il combattait les abus en laissant intacte

la base même de la société capitaliste. Il était pauvre de moyens ; car les ressources de la nation passaient dans les mains du militarisme insatiable. Après la guerre, ce sera pire. Rien que pour panser ses blessures, il faudra des budgets écrasant de leur poids les nations belligérantes, vainqueurs et vaincues.

Le réformisme mourra d'inanition, d'anémie. Il cherchera à mettre sur pied un collectivisme de misère et de charité, qui fera fatalement faillite — faute de moyens efficaces.

Il en est de même de la participation des socialistes au pouvoir bourgeois.

Dans son œuvre géniale, « Le 18 Brumaire », Karl Marx disait que tout phénomène historique passe par deux étapes : il se manifeste d'abord sous une forme dramatique, puis il revient sous forme de farce. La première participation était un drame politique. C'était une tentative de collaboration de classes en vue des réformes immédiates, en vue d'une politique intérieure démocratique. Elle nous a mené au millerandisme et au briandisme. Les premiers participants ont non seulement quitté le Parti socialiste, le socialisme tout court, mais ils ont porté aussi les coups les plus terribles à la république démocratique elle-même.

Ce n'est pas le cas des participants de la deuxième fournée. Ils n'ont pas quitté le Parti. Ils sont restés socialistes. Mais ils ont fait pire. Ils ont cherché — et je demande pardon aux militants

éminents pour ma franchise brutale — ils ont cherché à entraîner le Parti tout entier non derrière une classe, mais derrière un homme — et quel homme ! — qui avait besoin de nous après ses « infidélités » multiples, pour se refaire une virginité politique. Après s'en être servi, il en a fait ce que vous savez.

Un dernier mot. En face des problèmes terribles que je viens d'effleurer sans pouvoir les approfondir, combien mesquines doivent nous paraître les combinaisons de majorité et de minorité. Les événements nous dépassent chaque jour. La guerre n'est pas finie. Ses conséquences terribles et multiples se dérouleront avec la fatalité d'une loi de la nature. Nous sommes avant tout socialistes. Nous sommes avant tout internationalistes et révolutionnaires. Et en notre qualité de socialistes, nous avons la conviction que la paix vraiment durable et le bonheur des nations ne sont possibles qu'avec les progrès socialistes. La guerre a prouvé clair comme le jour, que la fidélité aux principes est la meilleure des politiques. Regardez le Parti socialiste en Italie. Sans faire aucun tort à son pays, même au point de vue dit national — la situation militaire de l'Italie est la meilleure parmi tous les alliés — ce parti est resté fidèle aux principes socialistes et à l'Internationale ; ce parti, qui a fait Zimmerwald et Kienthal, grandit chaque jour. Si le Parti socialiste en France avait suivi la même tactique, il aurait passé quelques moments très durs — et encore ce n'est pas sûr :

on ne persécute pas un parti qui compte cent députés et a des racines profondes dans le pays — mais il aurait en ce moment le pays tout entier derrière lui. Le peuple martyr des tranchées l'aurait considéré comme son sauveur, comme son ange gardien, comme son salut. Et il aurait l'honneur de pousser à la vie, au lieu de pousser à la mort.

Les socialistes restés fidèles aux principes ont une tâche grandiose à accomplir. Nous avons notre patrimoine à nous à défendre, notre patrie, l'Internationale. Nous luttons pour empêcher le socialisme de faire la même culbute qu'a fait le Christianisme et la Révolution bourgeoise. Entre le socialisme officiel, qui s'effondre dans le sang et dans la boue, et le socialisme internationaliste, l'abîme s'élargira de plus en plus, dans tous les pays. Ceux qui veulent ménager et jouer les deux seront emportés tôt ou tard par les événements qui se préparent. Nous sommes tranquilles pour l'avenir.

*L'avenir appartient au socialisme internationaliste et humain et à tous ceux qui lui seront restés fidèles jusqu'au bout !*